



Newsletter 2011.6 - DECEMBRE

Le Réseau Education et Solidarité, partenaire des acteurs et des politiques d'éducation à la protection sociale !

Dans beaucoup de pays en voie de développement, la culture de protection sociale est encore fragmentaire, voire quasi-inexistante, et cela aussi bien dans la population que dans les sphères administratives et politiques.

La mise en place d'une protection sociale et / ou l'extension de cette protection sociale, n'est donc pas qu'une question technique à résoudre par des experts, mais un enjeu d'appropriation par l'ensemble des acteurs :

- les personnels politiques en charge des choix et des décisions concernant le système à mettre en place ;
- les personnels administratifs et gestionnaires qui doivent appliquer le plan de déploiement et assumer la gestion au quotidien des nouveaux dispositifs ;
- les partenaires sociaux et les organisations de la société civile qui sont impliqués dans le développement de la protection sociale (gestion paritaire ou dans le cadre de mutuelles ...)
- enfin l'ensemble de la population qui doit prendre conscience des enjeux, qui peut de manière utile participer aux choix la concernant, et qui doit utiliser le système mis en place.

Le Réseau Education et Solidarité a pour vocation d'accompagner l'effort de sensibilisation, de formation et d'éducation nécessaires à l'appropriation des enjeux et à l'efficacité de l'engagement dans la mise en place de systèmes de protection sociale. C'est la raison pour laquelle nous avons tant insisté pour que le rapport Bachelet intègre deux recommandations sur la participation des citoyens et l'effort de formation et d'éducation ! C'est maintenant un acquis sur lequel nous pouvons bâtir.

Désormais, le Réseau, en appui sur les compétences de ses membres et en synergie avec ses partenaires, propose une offre globale et intégrée pour répondre aux enjeux de formation et d'éducation en matière de protection sociale.

En fonction des publics cibles, les enjeux et donc les formes que prendront les propositions diffèrent. La formation des élites politiques et administratives est souvent prise en compte, même si nous estimons que la compréhension systémique des enjeux de la protection sociale est souvent laissée de côté pour une vision financière et gestionnaire. Il nous semble donc important de proposer des modules plus ouverts sur une vision globale, comme celle développée dans le rapport Bachelet ou dans les approches du BIT.

En revanche, l'implication en amont des acteurs de la société civile et de l'ensemble de la population est souvent négligée, ce qui peut expliquer que dans certains pays, l'application de politiques sociales soit si mal acceptée par le corps social. C'est là que nous pensons apporter le plus, en proposant :

- des formations d'acteurs de la société civile, partenaires sociaux et dirigeants d'organisations comme les mutuelles, les coopératives de santé ou les associations ;
- le déploiement de stratégies de sensibilisation et d'expression associant au processus les populations concernées ;
- la promotion d'une culture de la protection sociale auprès des jeunes et futures générations.



Pour appuyer nos actions, nous pourrions compter sur tout le travail fait depuis 2 ans

- dans le domaine de la formation mutualiste avec la MGEN, l'Institut Montparnasse, les Universités d'Argentine ou encore sur les expériences déployées au Maroc auprès de la MGPAP ou des pays de l'UEMOA,
- avec le CIESS et le BIT et son Centre de Formation de Turin sur les programmes d'éducation en protection sociale,
- avec des partenaires comme le BIT, l'EN3S, ou encore l'AISS sur la formation des cadres politiques et administratifs de la protection sociale ...

Nous comptons surtout sur la mobilisation de la communauté éducative, sur les syndicats de professionnels de l'éducation, afin de concrétiser le travail sur le terrain pour que l'ensemble des citoyens puisse s'approprier leur protection sociale et les droits et obligations qui lui sont liés. C'est ce que nous allons notamment faire en coopération avec SOLIDARITE LAIQUE et le CIESS en Haïti.

APPEL A CONTRIBUTION CAHIERS DU RESEAU N°2

Nous préparons le 2^{ème} numéro des « Cahiers du Réseau », la publication consacrée aux recherches et aux projets en matière d'éducation et de formation dans le champ de la protection sociale et de l'économie sociale.

Le dossier de ce n°2 sera consacré aux expériences et perspectives en matière d'éducation en protection sociale. Nous sommes actuellement dans un contexte d'avancées importantes dans le champ de la protection sociale au niveau international, avec l'adoption du rapport Bachelet, remis le 27 octobre au Nations Unies, sur les socles de protection sociale et l'engagement du G20 lors du sommet de Cannes pour soutenir une extension universelle de la protection sociale. Le moment est donc propice pour une réflexion et un partage d'expériences et d'idées sur les outils d'accompagnement des stratégies d'extension de la protection sociale.

Vous menez des actions dans ce domaine ou souhaitez faire part de votre vision de ce champ d'action essentiel pour la réussite des stratégies d'extension de la protection sociale ? Merci d'adresser vos contributions à Thierry WEISHAUP (tweishaupt@mgen.fr) ou Gérard BONED (gboned@mgen.fr).

En dehors de ce dossier, si vous avez une contribution à apporter dans le champ de l'éducation ou de la formation en protection sociale et en économie sociale, vos textes seront également les bienvenus.

Les propositions de textes seront analysées par le comité éditorial des Cahiers. Elles devront comporter entre 4 000 et 10 000 signes (espaces compris).

**Date limite de remise des manuscrits :
le 16 janvier 2012.**

Pour toute question ou précision concernant cet appel à contribution, vous pouvez joindre Thierry WEISHAUP (tweishaupt@mgen.fr).